

ESPAGNOL
ÉPREUVE À OPTION : ÉCRIT

Dorothée Chouitem, Eva Touboul

Coefficient : 3 ; durée : 6h

Cette année, seuls 69 candidats se sont présentés à l'épreuve. Les notes s'échelonnent de 01,5/20 à 16/20, avec une moyenne de 08,16/20, et une médiane de 08,75/20.

L'éventail de notes est plus resserré que les années précédentes, mais la moyenne est plus faible que l'année précédente d'un point. À cela, plusieurs explications :

- un nombre important de candidats n'a pas compris le sujet, qui portait sur définition de la relation entre périphéries et centre en Espagne de la fin du XIXe siècle aux années 1920

- la qualité de l'expression d'un très grand nombre de copies est préoccupante. Sans attendre un niveau d'expression de niveau d'utilisateur expérimenté selon les critères du Cadre Européen Commun de Référence pour les Langues (CECRL – niveaux C1 et C2), on est en droit d'espérer que les candidats maîtrisent les conjugaisons des verbes faibles et forts, à tous les temps, tous les modes et toutes les personnes, ainsi que l'orthographe d'un certain nombres de mots basiques (también, después...), tout particulièrement si ceux-ci apparaissaient dans les textes du corpus (asamblea, manifiesto, país, ...). Au-delà de questions formelles, ces erreurs accumulées entravent parfois la compréhension-même de l'analyse proposée, que le correcteur est amené à lire à haute voix ou à retraduire vers le français s'il veut avoir accès au sens. Les candidats doivent se souvenir que « ce qui se comprend bien s'énonce clairement », et que les correcteurs préféreront toujours un commentaire fait dans une langue simple mais claire, à une accumulation de concepts rédigé en charabia.

Le jury encourage donc les candidats de la session 2026 à se présenter s'ils pensent pouvoir attester d'un niveau d'utilisateur indépendant en expression écrite (B2 suivant les descripteurs du CECRL) : être capable de s'exprimer sur des sujets complexes de façon claire et bien structurée et manifester son contrôle des outils d'organisation, d'articulation et de cohésion du discours. Un travail sérieux sur l'apprentissage des

conjugaisons, des concordances des temps, des usages basiques des principales propositions, des règles de l'accentuation, devrait permettre d'améliorer significativement le niveau de langue des copies de la prochaine session.

Le dossier proposé cette année portait donc sur la remise en question du centralisme en Espagne à partir de la fin du XIXe siècle, depuis les périphéries, représentées par les régions où les particularismes régionaux s'exprimaient avec le plus de virulence à cette époque, à savoir la Catalogne (deux textes), la Galice (un texte) et le Pays Basque (un texte). Les quatre textes recouvraient une période d'un peu plus de 30 ans, de 1885 pour le plus ancien, à 1917 pour le plus récent.

Le texte 1 était un discours adressé au roi Alphonse XII par une délégation de représentants de l'élite socio-économique catalane en 1885, à l'occasion de la remise au souverain d'un « Cahier de doléances », ou « Mémoire en défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne ». Ce document est considéré comme l'une des premières manifestations du catalanisme politique. Il ne s'agit pas d'un texte qui revendique l'indépendance, mais qui demande une réforme de l'organisation administrative de l'Espagne, en laissant plus de champ d'action aux régions plus dynamiques, qui ainsi serviront de laboratoire pour le reste de l'Espagne. La Catalogne souhaite participer à l'enrichissement de l'Espagne, mais cela n'est possible que si Madrid lui laisse les coudées franches. Il s'agit d'un plaidoyer en faveur de la **décentralisation**.

Le 2^e texte est extrait de l'un des essais fondateurs du nationalisme catalan ; le fragment choisi porte sur la définition des caractères propres de la nation, et plus spécifiquement de la nation catalane. Il fait écho aux grands débats autour de la définition de la nation au tournant des XIXe et XXe siècles (cf. *Qu'est-ce qu'une nation*, Ernest Renan, 1881), et s'achève sur la dimension politique que peut atteindre une nation quand elle prend la forme d'un État ; on comprend par ce texte que la revendication catalaniste a passé un cap, et que de la décentralisation on passe progressivement à un **projet fédéraliste**.

Le document 3 est un manifeste **régionaliste** galicien, rédigé par un collectif, les *Irmandades de Fala* (« Fraternités de la langue »), qui définit le programme de ce mouvement, et propose une étape de plus dans la définition de ce que pourrait être la relation administrative entre centre et périphéries en Espagne, en incluant dans le projet toutes les nations/ régions qui composent le pays.

Le dernier document était aussi un manifeste, celui du Parti Nationaliste Basque, plus de 10 ans après sa création. Le contenu du document est beaucoup plus exclusif que les autres textes, car le projet **séparatiste** est clairement énoncé là où les Catalans et les Galiciens proposaient une modification des équilibres dans la relation entre le centre et la périphérie, le texte parle clairement d'indépendance en mettant en avant une différence trop importante entre la nation -la race- basque, et le reste de l'Espagne.

D'un point de vue méthodologique, trop de copies ne prennent pas le temps de bien présenter les documents du dossier, se contentant de recopier le paratexte, sans indiquer le thème ou la thèse du texte qui sera par la suite analysé et débattu. En revanche, on a eu le plaisir de lire des remarques particulièrement pertinentes sur la langue dans laquelle avaient été rédigés les textes 2 et 3, et donc leurs destinataires, ce qui impactait aussi la teneur du discours. De ce point de vue, évidemment, le fait que le texte le plus en rupture avec la structure de l'État issu de la Restauration monarchique soit justement rédigé en castillan, alors qu'il s'adresse évidemment au peuple basque était particulièrement intéressant.

La plupart des copies font un effort de problématisation, mais pour certaines, la différence entre problématique et annonce du plan n'est pas encore bien claire : la problématique doit être un axe de lecture, et chacune des grandes parties du plan doit permettre d'apporter un élément de réponse à la question posée, avec une progressivité dialectique. Il faut autant que possible éviter l'effet catalogue qui consisterait à exposer une suite de remarques sans lien explicite les unes avec les autres. Par ailleurs, et dans l'optique d'apporter une vision la plus nuancée possible, seul un plan en trois parties semblait pertinent ici.

Si l'on n'attend pas des candidats une maîtrise parfaite de l'histoire des différents particularismes espagnols, en revanche, on pouvait espérer une certaine précision dans l'utilisation des concepts de régionalisme, nationalisme, indépendantisme, séparatisme... ce qui a rarement été le cas, et ce, dès l'introduction et l'énoncé de la problématique.

De la même manière, il faut être attentif à éviter les anachronismes : parler de « communautés autonomes » dans le cadre de la constitution de la monarchie parlementaire établie par la constitution de 1876 était particulièrement maladroit, tout comme semblait hors de propos amorcer l'analyse en renvoyant à la catastrophe de la

DANA à l'automne 2024, qui a mis en évidence la répartition des compétences entre l'État et les régions autonomes *telle qu'établie par la Constitution de 1978*.

Pour ce qui organise la réflexion, le jury souhaite préciser quelles étaient ses attentes pour chacune des étapes de la rédaction :

- En introduction, il était souhaité de voir bien identifiée la période de production des quatre documents, à savoir la Restauration des Bourbons, et les règnes d'Alphonse XII et Alphonse XIII. De même, on espérait voir mentionnées clairement les trois régions représentées par ces documents, et qu'elles soient rattachées à des problématiques régionalistes et/ou nationalistes. On espérait voir apparaître dès cette introduction la dialectique centre-périphérie, voire le concept de nationalismes périphériques. Le jury a bonifié l'identification d'Enric Prat de la Riba comme l'un des pères du nationalisme catalan, ainsi que la mention de Sabino Arana, fondateur du PNV, qui était déjà décédé au moment de la rédaction du manifeste.
- Une des problématiques envisageables pouvait porter sur les redéfinitions des liens entre Madrid et ses provinces telles que les proposent ces différents textes.
- Le plan en découlant pouvait être un état des lieux des liens centre/périphérie décrits dans les textes, les perspectives communes offertes par ces différentes réflexions théoriques, et enfin les désaccords qui viennent fragiliser leur souhait de réorganisation institutionnelle.
- On ne pouvait accepter ici de plan chronologique, ou d'étude document à document. De même, impossible d'étudier par aire géographique.
- Dans le développement, on attendait une définition des termes employés : régionalisme, nationalisme, séparatisme, indépendantisme...
- La mention de l'abolition des *fueros* par la Constitution de 1875 était indispensable. Il était nécessaire aussi de parler des inégalités de développement territorial entre la périphérie industrialisée (Pays Basque et Catalogne) et le reste du pays, qui expliquait aussi le rôle de la bourgeoisie dans les nationalismes basque et catalan, alors que la structure économique de la Galice ne la mettait pas sur un même plan que ces autres régions où existait une revendication identitaire, ce qui expliquait que les revendications exprimées par les *Irmandades* soient beaucoup plus liées au maintien d'une relation équilibrée avec le centre. On pouvait aussi signaler la préoccupation pour la langue

régionale et sa place dans l'éducation dans les différents documents. Le jury a bonifié les copies dans lesquelles était évoquée la progressive politisation des mouvements régionalistes.

- Toutes les connaissances sur la genèse des trois nationalismes ici évoqués étaient les bienvenues, de même que la mention du printemps des peuples ou des débats autour de la définition de la nation dans toute l'Europe (cf. Ernest Renan).
- En revanche, on ne pouvait accepter toutes les tournures généralisatrices, qu'il s'agisse de considérer les trois nationalismes comme un seul bloc, de parler *des* régions espagnoles alors que les seules régions dans lesquelles se développe un sentiment différentialiste, progressivement politisé, dans la seconde moitié du XIXe siècle et au début du XXe, sont des régions qui jusqu'alors disposaient de statuts juridiques et administratifs différents. De même, parler *des* Basques et *des* Catalans pouvait sembler maladroit, car les revendications des nationalistes ne sont pas celles de l'ensemble de la population.
- En conclusion, on attendait que les candidats insistent à nouveau sur les profils assez différents des trois nationalismes présentés, qui expliquent l'incompatibilité entre certaines de leurs revendications, frein à une mise en œuvre concrète. Le *pronunciamento* de Primo de Rivera en 1923 porte, dans un premier temps, un coup d'arrêt à ces mouvements, mais assez rapidement a un effet secondaire inattendu, à savoir la constitution d'un nouveau front commun qui portera ses fruits durant la Deuxième République.
- Le jury a apprécié que certaines copies évoquent la question du régénérationnisme et la place qu'y occupent les nationalismes périphériques. L'évocation du fameux article de Michel Winock sur « Nationalisme ouvert, nationalisme fermé » était aussi une grille de lecture intéressante pour cette question.
- On a regretté qu'alors que les nationalismes périphériques sont au cœur des débats tout au long de la Seconde République, un nombre trop important de candidats ait choisi d'ouvrir sur la période actuelle, bien trop éloignée des dates de production des documents et sans lien direct avec eux.

Le jury encourage chaudement les candidats à croiser leurs connaissances des problématiques hispaniques et ibéro-américaines avec celles acquises dans le cadre

du programme d'histoire, ce qui leur permettra indéniablement d'aborder les sujets en faisant preuve d'une maîtrise des concepts communs à l'histoire contemporaine des mondes occidentaux.